

par exemple, avant de s'améliorer. Les pires scénarios sont la balkanisation et l'africanisation. Si un retour à la situation d'avant 1914 en Europe est improbable, un brusque morcellement de l'empire soviétique serait extrêmement déstabilisant pour tous ceux qu'il concernerait.

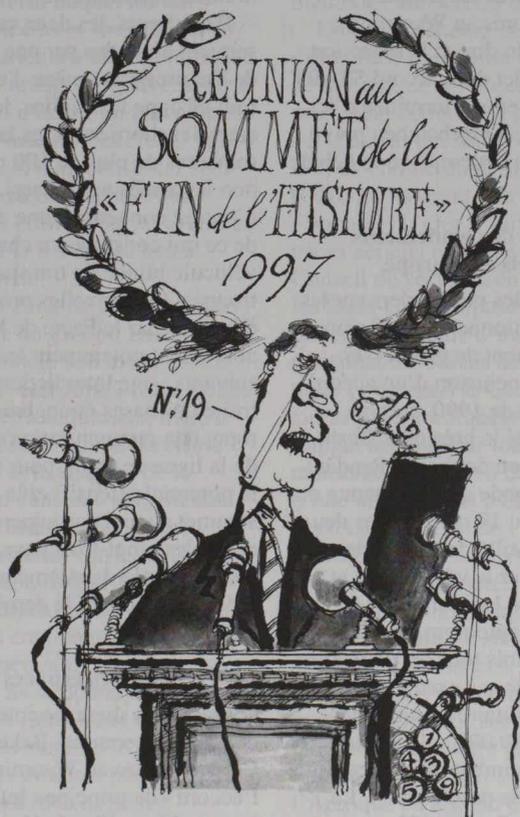
■ Les conséquences pour le Pacte de Varsovie. Le rideau de fer est rouillé. À mesure que les pays du Pacte de Varsovie libéraliseront leurs économies et chercheront à renforcer leurs liens avec l'Occident, les pressions grandiront au sein du Pacte pour que les dépenses militaires soient réduites et que les liens avec Moscou en matière de sécurité se relâchent. Diminuer la quantité des principales armes classiques risque d'affaiblir le système du Pacte. Le recours à la force pour empêcher une scission du bloc socialiste est probablement hors de question aujourd'hui, mais on imagine mal l'Union soviétique (avec ou sans Gorbatchev) renoncer totalement à son autorité ou permettre des changements qui saperaient les liens de sécurité avec l'Europe orientale.

■ L'avenir des deux Allemagne. Les événements politiques de RDA vont mettre à l'épreuve la position favorable de l'Occident face à la réunification de l'Allemagne (politique qui ne coûtait rien pendant la Guerre froide, car la réunification était utopique). Le spectre de la réunification allemande, brandi par les réfugiés et pendant les récents mouvements contestataires en RDA, rend déjà des gens nerveux à l'Est comme à l'Ouest. Les pressions pour une libéralisation et une réforme démocratique iront en s'accroissant en RDA, et si elles réussissent, elles activeront des pressions politiques pour une réconciliation plus poussée, qui pourrait conduire à une réunification. L'Occident doit commencer à élaborer une politique en prévision de ces événements, si difficile que ce soit politiquement. Autrement, nous serons dirigés, bon gré mal gré, par des forces centripètes, déjà en place dans les deux Allemagne. Quand l'heure de régler la question allemande viendra, il faudra aussi tenir compte des intérêts soviétiques et de ceux d'autres pays de l'Est. L'aversion que suscite l'idée d'une Allemagne réunifiée, étant donné les suites de l'opération Barberousse et de la Seconde Guerre mondiale, pourrait être plus profonde à l'Est qu'en Occident.

■ L'avenir de l'OTAN et la sécurité occidentale. Il est évidemment dans l'intérêt occidental que les changements qui se produiront soient prévisibles et méthodiques et qu'ils puissent s'intégrer dans des structures politiques et institutionnelles existantes (qu'ils réformeraient). Quoi qu'il arrive, la stabilité est nécessaire pour assurer le propre avenir économique et politique de l'Occident. Les changements risquent fort de survenir beaucoup plus vite et de manière bien plus imprévisible qu'on ne le pense. D'où l'importance primordiale pour l'Occident de réfléchir sérieusement à l'avenir et d'évaluer les conséquences à

long terme des événements de ces derniers temps pour la sécurité occidentale. L'OTAN et d'autres organisations politiques et économiques occidentales, comme la Communauté européenne, le GATT et le Fonds monétaire international (FMI), ont, tout comme la limitation des armements et les mesures propres à accroître la confiance qui se négocient actuellement dans différentes instances européennes, un rôle à jouer pour favoriser des changements méthodiques grâce à des prêts, au réaménagement de la dette et à une réduction générale des barrières aux échanges, au commerce et à la libre circulation des capitaux.

S'il y a peu de chances de voir une Europe entièrement intégrée avec une Allemagne unifiée en son centre, il est plus probable que le système d'alliances actuel – l'OTAN et le Pacte de Varso-



vie – persistera, mais qu'il y aura divers systèmes de gouvernements qui entraîneront peut-être des rivalités grandissantes au sein de l'Europe de l'Est.

■ Les grandes incertitudes. L'impact des réveils ethniques et nationalistes se répercutera sur la stabilité potentielle de l'Europe de l'Est tout entière, et sur celle de l'Union soviétique, où ce problème est lié aux fortunes politiques de Mikhaïl Gorbatchev. Si les républiques baltes obtiennent leur indépendance, le destin de ce dernier sera scellé, car l'Ukraine pourrait bien emprunter ensuite la même voie. M. Gorbatchev présiderait alors au démantèlement de l'empire soviétique, et nombreux sont les Russes carrément opposés à cette perspective.

Les réformes économiques en Europe de l'Est auront des coûts et des avantages asymétriques, et il en ressortira indiscutablement des « vainqueurs » et des « vaincus ». Le chômage s'aggraverait avant que les économies se ressaisissent, ce qui alimentera le mécontentement politique

et compromettra le processus de réforme. L'ancien régime résistera au changement parce que ses membres perdront leurs privilèges dans la transition à une économie de marché.

■ La limitation des armements et la défense. Il est manifestement nécessaire de situer les politiques occidentales de limitation des armements et de défense dans le champ plus vaste de ces évolutions politiques et économiques, y compris la création, en 1992, d'une zone de libre-échange à l'intérieur de la Communauté européenne. La limitation des armements et les politiques de défense doivent se rattacher à une stratégie politique et économique qui encourage des réformes politiques et une transition méthodique en Europe de l'Est. Il faudrait aussi que les gouvernements occidentaux comprennent mieux les forces qui motivent les changements se produisant actuellement derrière le rideau de fer.

IL IMPORTE DE NE PAS EXAGÉRER LE RÔLE que l'Occident peut jouer en Europe de l'Est et en Union soviétique. Notre marge d'influence est limitée. Il y a certes des dangers évidents à ce que l'Occident paraisse encourager trop activement les changements politiques ou mettre trop de zèle à saper l'influence soviétique. Mais il y a un risque plus grand encore à ne pas agir efficacement et à ne pas prêter assistance : celui de nuire aux réformateurs qui ont pris du pouvoir dans des pays comme la Pologne et la Hongrie.

De toute évidence, l'Occident peut et doit aider davantage; or, l'aide alimentaire, le rééchelonnement de la dette et l'apport d'une assistance technique et d'une aide au développement sont autant de moyens de le faire. Pour que ces pays puissent transformer leur économie, il est particulièrement important qu'ils reçoivent une assistance technique en ce qui concerne, par exemple, la gestion et le contrôle financiers ainsi que les complexités juridiques allant de pair avec le droit à la propriété privée. De plus, elle n'est pas onéreuse. La décision du Canada et d'autres gouvernements occidentaux d'accorder des prêts et des crédits supplémentaires à la Pologne et à la Hongrie est un bon début. D'autres signes encourageants du côté de Washington montrent que le gouvernement américain est conscient de la nouvelle occasion s'offrant à lui pour nouer de nouveaux liens avec l'URSS. Mais c'est une réponse politique et économique plus ample et mieux coordonnée qui s'impose.

Nous ne sommes pas arrivés au terme de l'Histoire. Avec la fin de la Guerre froide, nous nous trouvons aujourd'hui à l'aube d'un monde meilleur, d'un monde où les horizons et les avantages que les changements apporteront seront tout aussi grands que les risques, les incertitudes et le coût potentiel d'un échec. Il y a encore beaucoup à faire ! □